L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 12 FEVRIER 1879. 52me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI, 12 FEVRIER 1879.

PUBLIE A L'HEURE DE CE JOUR.

Jos. L. Caboché, —tout le contenu du magasin de meubles du coin des rues Bienville et Royale

L'existence de la ville menacée.

Il y a quelque temps, nous signalions l'interception opportune et courageuse de notre part par l'Etat de la levée et dépôts. A diverses reprises la plate et la vase ont rendu inapprochables pendant plusieurs jours et, la dernière fois, pendant plus d'une semaine, tous les abords du fleuve. Le départ des navires et des bateaux à vapeur a été retardé, le déchargement et l'embarquement des produits et des marchandises étant devenus presqu'impossible. Il est difficile d'apprécier les pertes occasionnées par ces délais, mais il est certain qu'elles sont très considérables. Ces pertes ont frappé les expéditeurs de produits, les négociants et tous ceux qui vivent des diverses industries se rattachant au mouvement du port.

Lorsqu'on s'est décidé à la municipalité pour qu'elle fît enlever la boue qui obstruait la circulation des véhicules, l'administrateur des améliorations a répondu qu'il n'avait pas d'argent pour cet objet. Il a fallu prendre patience et attendre que le beau temps séchât la levée et la rue. Mais que de fortes pluies surviennent et le même inconvénient se reproduise. Que de journées de travail perdues dans l'année, que de transactions commerciales entravées ou ajournées, par suite de l'impossibilité où est le tuteur municipal de faire face à l'entretien de ses rues et de ses quais, qui est la première nécessité d'un grand port!

Il nous semble que cela devrait donner à réfléchir à nos commerçants et à nos capitalistes aussi bien qu'aux propriétaires et aux travailleurs, dont tous les intérêts sont liés par la continuation d'un pareil état de choses!

Mais voici bien une autre affaire. Le conseil municipal vient de s'apercevoir un peu tard—qu'il allait se trouver sans aucune ressources pour faire marcher les rouages de l'administration.

Les contribuables ne pouvant être contraints de payer leurs taxes avant le mois de juillet, ne s'empressent pas d'apporter leur argent à la caisse municipale. C'est en vain qu'un de nos estimables confrères a fait appel à leur patriotisme, il n'a pas réussi à les convaincre. A vrai dire, cette indifférence se conçoit de la part d'une population à laquelle on a accablé, depuis dix ans, sous forme d'impôts de ville et d'Etat, plus de CINQUANTE millions de dollars — somme équivalente à la valeur réalisable de la totalité des propriétés foncières — et à laquelle on doit entendre, à titre de consolation, que ce qui reste de ces propriétés ne peut être soustrait à l'obligation, *sacrée et imprescriptible*, de payer les vingt-trois millions de la dette de la ville et les deux tiers des douze millions de la dette d'Etat, soit trente-deux millions.

Les contribuables faisant donc la sourde oreille, le trésor municipal reste à sec, et nos nouveaux administrateurs ne voulant pas offrir un escompte qui, selon leur calcul assez peu fondé, a fait perdre à la ville $80,000 l'année dernière, ne parlent de rien moins que de supprimer le service de la police et l'éclairage public.

Cette menace n'aura pas le privilége d'émouvoir beaucoup les contribuables et nous ne la croyons ni raisonnable, ni juste, car on pourrait supprimer plus avantageusement le maire et les administrateurs que la police et l'éclairage. En tout cas, il serait plus logique de suspendre le service des Bons à primes et même les écoles publiques qui ne sont pas indispensables à l'existence de la corporation.

Le grave reproche que l'on peut adresser à l'administration municipale, c'est de n'avoir pas prévu une situation qui était inévitable et de n'avoir pas, non seulement fixé son budget en conséquence, mais encore demandé à la législature le passage d'une loi qui autorisât la levée des taxes municipales soit par douzièmes mensuels soit par trimestres.

Il est vrai que les nouveaux élus ont eu à peine le temps d'étudier la situation et de se reconnaître : mais ce n'est pas une excuse. Quand on brigue l'honneur de prendre charge des affaires compliquées et embrouillées d'une grande ville, on doit être censé connaître ces affaires et on doit entrer en fonctions avec un plan arrêté et une solution toute prête.

Tel n'est pas le cas généralement et le seul exemple qu'il y ait eu d'une administration arrivant avec un plan en poche, n'est guère satisfaisant, car c'est celui de l'administration à laquelle nous devons le funeste plan des Bons à primes.

Comme nous l'avons dit, la municipalité actuelle n'avait qu'une voie de salut, c'était la suspension momentanée de tout service d'intérêt ou de tout tirage des Bons à primes. Elle devait faire comprendre à la législature qu'il fallait, avant tout, sauvegarder l'existence du port de la Nouvelle-Orléans en affectant toutes les recettes, jusqu'à concurrence d'un montant fixé à déterminer, au paiement des dépenses de première nécessité.

Il est vrai que la législature eût pu se dire que des salaires de $6,000 ne consacrant pas une dépense de première nécessité et qu'elle eût pu supprimer bien des places et regner sur les autres. De là peut être la prudence qu'on a montrée à l'Hôtel de ville.

La convention pourra prendre l'affaire en main et sauver la ville de ses embarras, puisque la ville ne veut rien faire pour se sauver elle-même.

En attendant, nous ne voyons pas d'autre moyen à employer par le conseil actuel que de poursuivre le recouvrement des taxes arriérées, de collecter les licences et d'offrir aux contribuables, comme ses prédécesseurs l'ont fait, un escompte qui facilitera le recouvrement des taxes de la présente année. C'est une erreur de croire que cet escompte constitue une perte complète, car beaucoup de ceux qui paient au commencement d'une année pour profiter de l'escompte, se trouveraient hors d'état de payer leurs taxes s'ils attendaient l'été.

Dans tous les cas, il n'y a pas à hésiter. Le peuple de la Nouvelle Orléans n'admettra pas que son maire et ses administrateurs suppriment la police et l'éclairage, tout en conservant leurs gros salaires.

Les embarras de la situation actuelle portent avec eux leur enseignement, et nous espérons que la leçon ne sera pas perdue quand il s'agira de choisir les représentants de la ville à la convention.

Si l'on envoie à la convention des champions des Bons à primes, des hommes uniquement préoccupés de garantir *pile ou face* et rafles le paiement des entrepreneurs, d'un côté et de l'autre